Jacques Dofny (1923-1994)
et Marcel Rioux (1919-1992)

sociologues, Département de sociologie
Université de Montréal

1962

“ Les classes sociales au Canada français”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Dofny et Marcel Rioux, "Les classes sociales au Canada français"*. Un article publié dans la *Revue française de Sociologie*, vol. 3, no 3, juillet-septembre 1962, pp. 290-300.

MM. Jacques Dofny et Marcel Rioux étaient sociologues. Ils enseignaient tous deux au département de sociologie de l'Université de Montréal.

Mme Céline Saint-Pierre, sociologue à INRS-urbanisation, de l'Université du Québec, nous a obtenu, le 29 décembre 2003, de Mme Jacques Dofny, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son défunt mari. Une immense reconnaissance à Mme Saint-Pierre d'avoir rendu ce projet de diffusion de l'œuvre de l'un des pionniers de la sociologie au Québec possible.

Courriel : Celine_Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.Ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 novembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

- A) Rétrospective historique
- B) Stratification ethnique et stratification sociale
 - i. Le Canada
 - ii. La province de Québec
- C) La structure de la population canadienne-française

Introduction *

[Retour à la table des matières](#)

Le concept de classe sociale se réfère essentiellement à celui de société globale: faute de replacer les phénomènes sociaux, culturels et économiques dans l'optique de la société globale, on risque de confondre les classes sociales avec les groupes d'occupation, d'intérêts socio-économiques que l'on retrouve dans la composition des classes sociales mais qui ne se confondent pas avec elles. (Les classes sociales sont des groupes réels de très grande envergure, apparus dans les sociétés où les structures économiques prédominent et déterminent le jeu des incompatibilités concernant les autres systèmes d'activité, groupes dont la différenciation est surtout fondée sur l'inégalité économique. Ceux-ci, qui apparaissent dans les sociétés hétérogènes, en viennent à former des sous-cultures, c'est-à-dire des systèmes culturels relativement cohérents qui, tout en possédant la plupart des éléments constitutifs d'une culture globale, diffèrent de celle-ci par l'étendue, le contenu et la structuration. D'autre part, en tant que groupes de très grande envergure, les classes sociales créent, tendent à créer ou à s'approprier la plupart des attributs qui caractérisent la société globale elle-même.

* La matière de l'article que nous publions ici a fait l'objet d'une communication au Congrès de l'Institut des Études Canadiennes, organisé à l'Université de Carleton à Ottawa. Ce Congrès s'est tenu du 15 au 17 mars et avait pour thème: « Class in Canada ». Nous remercions les organisateurs du Congrès qui ont autorisé la présente publication dans la *Revue française de Sociologie*, avant la parution des *Actes du Congrès*.

Si nous examinons de ce point de vue le Canada français, nous nous rendons compte qu'à travers l'histoire cette entité socio-culturelle se considère et est considérée à la fois comme une société globale et une minorité ethnique à statut reconnu (*chartered*) à l'intérieur du Canada. Une double distinction s'impose ici : d'une part, il faut distinguer entre les aspirations d'une certaine partie de la population canadienne-française vers la société globale, et la réalité objective qui n'a jamais coïncidé avec ces aspirations, le Canada français ayant toujours fait partie, à divers titres, d'une autre société plus vaste. D'autre part, si on distingue société et *culture* globales, le Canada français peut être considéré beaucoup plus facilement comme une culture globale (c'est-à-dire un système total de valeurs, d'idées, de symboles qui influent sur le comportement d'une société humaine et ses oeuvres de civilisation) que comme une société globale (c'est-à-dire un ensemble cohérent d'institutions, de rapports sociaux et de comportements spécifiques d'un système social total). Alors-que la culture canadienne-française est assez homogène et assez forte pour réinterpréter la plupart des éléments allogènes (anglais et américains), la société reste tronquée, notamment dans son système économique (axé sur les États-Unis) et dans son système politique (participation minoritaire à la Confédération canadienne). C'est cette situation de non concordance ou de concordance partielle ou tronquée entre le système culturel et le système social qui fait la spécificité du problème des classes sociales au Canada français.

Classe sociale et minorité ethnique reconnue et de grande envergure partagent beaucoup de caractères communs: multifonctionnalité, propension à résister à la société globale, conscience collective, cadre des œuvres culturelles et élaboration d'une idéologie. Notre hypothèse est que la plupart des caractères particuliers du problème des classes sociales au Canada français tiennent au fait que d'une part cette entité socioculturelle se considère et est considérée comme une société globale, comme une nation, et qu'à ce titre le problème des classes sociales se pose comme dans toute autre société globale en voie d'industrialisation et d'urbanisation; que d'autre part, les Canadiens français se considèrent et sont considérés comme une minorité ethnique reconnue qui, à l'intérieur du Canada, envisagé à son tour comme société globale, joue le même rôle que celui d'une classe sociale à l'intérieur d'une société globale. C'est l'interaction entre ces deux situations de fait et la prédominance de l'une ou l'autre conscience de « classe » à un moment donné qui explique la physiologie de chaque époque, les alliances et les luttes idéologiques qui y apparaissent. En surimpression et pour expliquer certains phénomènes plus généraux, il faut faire appel à une troisième dimension, celle de l'Amérique du Nord. Certaines valeurs, certaines institutions, la plupart des techniques, un grand nombre de comportements sont nord-américains avant d'être canadiens ou canadiens-français. Pour ce qui nous occupe plus particulièrement ici, on doit dire que l'idéologie de la classe moyenne est essentiellement nord-américaine et plus spécialement « étatsunienne ». Ainsi lorsqu'on considère le Canada français, on se trouve en présence d'une société intimement emboîtée

dans deux ensembles plus grands, phénomène qui rend compte d'un certain nombre de caractères communs aux sociétés nord-américaines.

On aura deviné que pour analyser les aspects particuliers du problème des classes sociales au Canada français, les faits nous commandent de privilégier l'élément prise de conscience et singulièrement la conjonction ou la disjonction de la conscience sociale et de la conscience ethnique. Qu'il s'agisse de classe sociale ou de « classe » ethnique, la prise de conscience peut parcourir quatre phases bien distinctes: 1) la communauté d'attitudes, de croyances, d'opinions concernant les relations à l'intérieur du groupe; à l'extérieur, les rapports avec les autres classes et groupes ethniques; 2) la conscience du *nous* par les membres de la classe ou de la minorité en tant que telles; 3) l'organisation de la classe ou de la minorité en de multiples groupements; 4) la prise du pouvoir, partiel ou total, précaire ou durable.

A) Rétrospective historique

[Retour à la table des matières](#)

Au XIX^e siècle, alors que chez les autres peuples occidentaux la prise de conscience des classes sociales se développait et que la lutte des classes s'intensifiait avec l'industrialisation et le développement du capitalisme concurrentiel, le Canada français continuait d'être surtout une société traditionnelle. Dès le début du XIX^e siècle, une classe petite-bourgeoise issue surtout du milieu paysan s'organise comme élite laïque pour représenter la masse des paysans canadiens-français. Cette période se clôt avec la Rébellion de 1837 après laquelle les dirigeants de cette classe perdent leur ascendant sur la masse; un certain nombre d'entre eux sont arrêtés ou sont en fuite aux États-Unis. Vers le milieu du XIX^e siècle, au moment où les Canadiens français commencent à se sentir en minorité, le clergé, qui a repris en main le peuple canadien-français qui lui avait partiellement échappé pendant la période libérale et romantique des années 1830, met sur pied, avec l'aide de la petite bourgeoisie bien pensante, une puissante idéologie cléricalo-nationaliste prêchant le maintien du *statu quo* pour le Canada français. Très vite, les trois premières phases de la prise de conscience ethnique ont été franchies: la communauté d'attitudes, de croyances, d'opinions existait depuis longtemps déjà; la conscience du nous ethnique a été vivement renforcée par les événements

politiques de 1837, de 1840 et de 1867; l'organisation de la classe ethnique s'est faite parallèlement à la prise de conscience du *nous*.

En 1887, avec la prise du pouvoir du Parti national par Honoré Mercier, composé de membres des partis traditionnels plus ou moins abolis, on peut dire que la quatrième étape a été partiellement franchie. Dès 1892, on revint aux partis traditionnels. Dans toutes les crises politiques, c'est ce nous ethnique qui a prévalu et qui a masqué le développement de la prise de conscience des classes sociales au Canada français. Que l'on songe à Riel, à la guerre des Boers, à la Conscription de 1918, à la crise économique des années 1930 et au plébiscite de 1942, on verra qu'invariablement c'est la conscience de la classe ethnique qui a prévalu. Même la crise économique des années 1930, qui a fait naître au Canada anglais un sentiment de révolte contre le capitalisme et une prise de conscience de la classe ouvrière, n'a pas réussi à briser le conditionnement nationaliste des masses. Si la structure sociale du Canada français s'est différenciée à peu près autant que celle du Canada anglais, son système de valeurs, sa culture sont longtemps restés beaucoup plus homogènes. C'est ce fait qui justement a retardé la prise de conscience des classes sociales et plus spécialement celle de la classe ouvrière.

En effet, si le Canada français, en tant que «classe» ethnique, va apparaître comme défavorisé à l'intérieur du Canada, combien défavorisée est la classe ouvrière de cette classe ethnique! Seul le puissant encadrement culturel et religieux et le réseau considérable de parenté ont pu empêcher une prise de conscience plus aiguë de la classe ouvrière. Ce n'est que très récemment qu'on s'est rendu compte que les définisseurs de situation et les *leaders* d'opinion, depuis une centaine d'années, se sont toujours recrutés dans la même petite bourgeoisie et que cette classe a défini des objectifs ethniques dans la seule perspective de ses propres intérêts de classe. Le syndicalisme fut lent à démarrer au Québec. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les intérêts de la classe ouvrière furent aliénés au profit de ceux du groupe ethnique considéré comme valeur suprême. P. Trudeau écrit très justement : « On ne saurait minimiser l'importance du syndicalisme catholique et canadien-français dans l'élaboration d'une conscience ouvrière chez nous; c'est principalement à travers ce mouvement que le travailleur québécois en est arrivé à formuler dans sa langue et avec ses concepts propres les problèmes et les solutions de son monde industriel particulier. Mais on serait presque tenté de dire que ce résultat fut un sous-produit de hasard... »¹.

Il est probable que 1948, date de la grève de l'amiante, marque une certaine coupure du point de vue de la prise de conscience ouvrière, de l'attitude de certains intellectuels et d'une partie du clergé envers la classe ouvrière; jusqu'à cette date, les conflits ouvriers avaient tendance à se régler entre les

¹ *La grève de l'amiante*. (En collaboration) Montréal, Éditions Cité Libre, 1956, p. 31.

patrons, les politiciens et le haut clergé par-dessus la tête des ouvriers. Bien que l'idéologie dominante se voulût nationale, il y eut toujours collusion entre d'une part les politiciens, les bourgeois d'affaires canadiens-français, certains membres du haut clergé et d'autre part la bourgeoisie d'affaires et les politiciens non canadiens-français. Avec le développement d'un syndicalisme plus dynamique, la prise de conscience de la classe ouvrière s'affirme de plus en plus. Au niveau politique, cette prise de conscience ne s'est pas manifestée très explicitement. Bien que les deux partis provinciaux traditionnels soient des partis petits-bourgeois soutenus par des intérêts financiers puissants, il ne faisait aucun doute que pendant la décennie 50, le parti libéral était plus pro-ouvrier que le parti d'Union nationale; ce n'est qu'en 1960, alors que des changements d'opinion s'étaient opérés dans toutes les couches de la société, que les ouvriers eurent tendance eux aussi à changer d'allégeance politique.

Pour compléter ce bref rappel historique notons le fait principal dans la période qui va, en gros, de 1945 à 1958, la prise de conscience des classes sociales à l'intérieur du Canada français a été marquée davantage tandis que la conscience ethnique a été mise en veilleuse. On est passé, comme on l'a souvent dit, du national au social. Depuis 1958, c'est la conscience ethnique qui reprend le dessus. Comment expliquer ce renversement de situation ? Si l'on s'en tient à deux ordres de phénomènes, le politique et l'économique, on peut dire, d'une part, que la présence à la tête du gouvernement de la province de Québec d'un autocrate conservateur (Duplessis) et le maintien au pouvoir à Ottawa, depuis 1935, d'une équipe libérale, dont plusieurs membres étaient sympathiques aux nouvelles aspirations des Canadiens français, ont favorisé le maintien du *statu quo*. Au Québec, les intellectuels et les ouvriers luttèrent contre le gouvernement Duplessis pour lui arracher des mesures plus adaptées à la situation contemporaine. A Ottawa, le gouvernement libéral leur prêtait ou semblait leur prêter main-forte; en sorte que la conscience de classe ethnique s'est moins manifestée qu'aux périodes de crise. Avec l'avènement du gouvernement Diefenbaker en 1958 qui n'a jamais compté de Canadien français de premier plan, plusieurs hommes politiques et intellectuels sentirent bien que la lutte contre Duplessis et l'ordre désuet du Québec allait se livrer au Québec même, sans appui de l'extérieur. A la mort de Duplessis en 1960, bien des choses redevenaient possibles; la valorisation de l'État provincial pouvait se faire sans arrière-pensée. Du point de vue économique, la prospérité, qui remonte au début de la guerre de 1939, devait augmenter les effectifs et le bien-être des classes moyennes et favoriser l'éclosion d'un néo-nationalisme. Après avoir digéré les fruits de l'industrialisation et de la prospérité économique, une fraction de la classe moyenne commença à sentir le poids de la domination anglo-américaine sur le Canada français et à répandre l'idée du séparatisme.

B) Stratification ethnique et stratification sociale

[Retour à la table des matières](#)

La notion de « classe » ethnique, avancée jusqu'à présent du point de vue de la prise de conscience, prend tout son sens à la lumière des plus récentes études de stratification. Les travaux de Porter et de Blishen fondent et confirment la différenciation entre les deux groupes anglais et français. Elles suffiraient à détruire l'hypothèse de la généralisation des situations de « classe moyenne » ainsi que celle de la « société ouverte ». On se trouve bien devant une société fortement hiérarchisée, dont le groupe dominant se caractérise par une sur-représentation dans les strates élevées des différents secteurs de la société.

i. Le Canada

[Retour à la table des matières](#)

Voyons successivement l'élite économique, l'élite bureaucratique et la stratification professionnelle. Parmi les 700 personnes constituant le sommet de la *Power elite*², 51 seulement, soit 6,7%, sont des Canadiens français. A l'autre bout de l'échelle, les Canadiens français sont surreprésentés dans les strates inférieures, non seulement par rapport aux Anglais, mais encore par rapport aux émigrants européens. De 1931 à 1951 la situation s'est encore aggravée.

² « The economic elite and the social structure », in : *Canadian society*, Glencoe, Free Press, 1961, pp. 486-500.

Parmi les 202 personnes occupant les postes les plus élevés de l'administration publique ³ du Canada, 27 seulement-, soit 13,4% sont canadiennes-françaises.

Construisant une échelle des emplois en combinant le revenu et les années de scolarité afférant à chacun d'eux, Blishen ⁴ trouve que les Anglais qui représentent 49% de la population (recensement 1951) sont sous-représentés dans les classes inférieures et sur-représentés dans les classes supérieures, alors que les Français, qui représentent 29,5% de la population, se trouvent dans la situation exactement inverse.

Classes socio-professionnelles	Total	Britanniques	Français
Classe 1	100	66,3	18,7
Classe 2	100	54	26,2
Classe 3	100	64,5	19,4
Classe 4	100	59,6	22,8
Classe 5	100	51,8	26,5
Classe 6	100	42,2	36,8
Classe 7	100	38,7	35,0
Total	100	49	29,5

2. La province de Québec

[Retour à la table des matières](#)

Des analyses semblables n'ont pas été faites au niveau du Québec pris isolément. Néanmoins d'autres indices permettent de montrer qu'à l'intérieur même du Québec, les différences existent, tout aussi importantes.

Dans sa thèse sur les industriels canadiens français, Norman W. Taylor écrit: « Au surplus, dans la mesure où ils participent à la direction de l'industrie dans la province, les Canadiens français exercent leur activité sur un plan beaucoup plus restreint que leurs compatriotes de langue anglaise; dans les entreprises canadiennes-françaises, le capital engagé est en général plus faible,

³ « The bureaucratic elite ». *Canadian Journal of Economics and political Science*, November 1958, p. 491.

⁴ « The construction and use of an occupational class scale ». *Canadian Journal of Economics and political Science*, November 1958, p. 524.

le nombre des employés moins élevé et la production moins considérable que dans les entreprises dirigées par des administrateurs de langue anglaise » ⁵.

En fait la partie de l'industrie qui est aux mains des Canadiens français dans le Québec, est celle qui correspond à l'industrialisation de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, encore est-elle menacée par les entreprises américaines de ces secteurs industriels. Mais dans les grandes entreprises modernes, celles qui requièrent cadres et techniciens en plus grand nombre, la représentation canadienne-française est inférieure à la représentation anglaise,

Au total, d'après le recensement de 1951, dans la catégorie « propriétaires et directeurs », on constate une sur-représentation des Anglais par rapport aux Français de 12,3 contre 7,1, la moyenne toutes origines s'établissant à 8,6 ^{6 7}. Quant aux cadres de ces industries modernes, ils sont plus souvent anglais que français. Pour la ville de Montréal, où la population canadienne-française est largement majoritaire, on constate que lors du recensement de 1951, la catégorie des ingénieurs (génie civil, électricité, mécaniques et mines) d'un total de 2.726 unités, comprend 1.296 Canadiens anglais et 895 Canadiens français ⁸. Pour les banques et la seule industrie lourde, les directeurs se répartissaient de la façon suivante entre les deux groupes:

	Anglais	Français
Banques	205	44
Transport et communications	106	7
Fer et acier	90	4
Métaux non-ferreux	44	3
Minéraux non-métalliques	27	7
Produits chimiques	50	1
Pulpe et papier	83	11 ⁹

Aux échelons inférieurs de la hiérarchie de l'entreprise on trouve une répartition qui avantage considérablement le groupe anglais. C'est ainsi que dans la catégorie « employés », alors que la moyenne toutes origines s'évalue à 6,4, la représentation anglaise est de 12,7, alors que

la représentation française est de 5,4 ¹⁰. Si l'on examine la répartition de la population féminine dans ce secteur employé, les écarts sont beaucoup plus

⁵ TAYLOR, Norman W. « L'industriel canadien français et son milieu ». *Recherches sociographiques* (2), 1961, pp. 123-150.

⁶ BRAZEAU, Jacques. Ph. D. Thesis, Chicago, 1961.

⁷ Voir à ce sujet l'article de Nathan Keyfitz. « Some demographic aspects of French-English relations in Canada. » in : *La dualité canadienne*, pp. 140-141.

⁸ RENNIE, D. L. C. M. A. Thesis, McGill University, 1953, pp. 89, 89a.

⁹ *Ibid.* Tableaux 7 et 7 bis.

¹⁰ BRAZEAU, Jacques. op. cit.

grands encore : moyenne toutes origines : 22,4; anglaises 46,0; françaises 17,1 ¹¹.

À ceci s'ajoute que l'industrialisation est moins poussée au Québec qu'en Ontario: le rapport de la population active à la population totale étant de 36,4 au Québec, contre 41,1 en Ontario ¹². Cette population active (masculine) du Québec a, en moyenne, un an d'instruction de moins que la population de l'Ontario ¹³; par ailleurs le salaire horaire moyen dans les industries manufacturières du Québec est inférieur à celui de l'Ontario de 14,5% depuis 1938 ¹⁴.

C) La structure de la population canadienne-française

[Retour à la table des matières](#)

La société que forment les Canadiens français au Québec n'a donc pas les mêmes caractéristiques que la société globale canadienne. « Le système d'éducation du Québec s'est adapté lentement aux besoins de la société industrielle, jusqu'à ces dernières années. Il a fabriqué un excellent approvisionnement de praticiens des vieilles professions, mais peu d'experts dans les sciences de l'ingénieur, de l'industrie chimique, du commerce ou de la finance. On y remédie, mais le remède vient un peu tard. » ¹⁵.

Dans la seule ville de Montréal, métropole du Canada, sur une population totale de 1.436.006 (en 1951), on trouve peu de directeurs d'entreprise, un nombre relativement faible d'ingénieurs 895, mais 343 propriétaires de petites ou moyennes entreprises, comparés à 123 architectes, 767 membres du clergé, 243 dentistes, 554 avocats, 899 médecins, 408 professeurs ¹⁶. Bien entendu la configuration sociale que l'on obtiendrait dans les petites villes et dans les régions rurales se différencierait encore plus d'une répartition nationale. Ces

¹¹ *ibid.*

¹² RAYNAUD, André. *Croissance et structure économique du Québec*. Québec, 1961, p. 258.

¹³ *Ibid.*, p. 263.

¹⁴ *Ibid.*, p. 59.

¹⁵ SANDWELL B. K. « The French Canadian », *Annals of the American Academy of political and social Science*, Sept. 1957, pp. 171-172. Cité par Nathan Keyfitz dans *La dualité canadienne*.

¹⁶ RENNIE, D. L. C. op. cit. pp. 139 et 890.

indices indiquent néanmoins que prise séparément la population canadienne-française, dans sa partie bourgeoise, conserve beaucoup de traits d'une société dont l'industrialisation est tardive.

Ainsi, les trois ordres économique, politique et religieux, sont en déséquilibre. En effet les ordres politique et religieux, dans le Canada français, constituent des hiérarchies continues et complètes au niveau provincial. L'ordre religieux est le seul des trois à constituer une hiérarchie complète et continue au niveau national.

Ceci explique en partie son prestige et l'importance quasi dominante de son rôle et de sa fonction dans la société canadienne-française. C'est le seul ordre où une mobilité sociale totale soit, en fait, ouverte aux Canadiens français. L'ordre politique vient ensuite, qui cependant ne jouit de ces avantages qu'au niveau provincial.

La thèse de N. W. Taylor, attribuant à la « mentalité » canadienne-française l'existence d'un certain type d'industriel, n'est vraie qu'en partie, dans la mesure où elle enregistre une situation. Elle doit être replacée dans un contexte plus large, des structures du pouvoir politique et économique du Canada. Il en est de même de la thèse de M. Lamontagne et A. Faucher ¹⁷ attribuant la différence de répartition industrielle à des facteurs essentiellement géographiques et écologiques, liant l'histoire du développement économique du Canada français à celle de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis. L'absence de fer et de charbon dans ces régions explique le 'faible développement industriel de ces régions durant les périodes 1866-1911. Ces deux thèses doivent être complétées par l'introduction de la variable du pouvoir économique-politique. La « mentalité » de l'entrepreneur canadien-français est pour le moins autant effet que cause de la structure économique du Québec, et si les deux facteurs géographique et écologique déterminaient la structure industrielle, comment rendre compte, dans la période qui suit 1911, de la prépondérance de l'élément canadien-anglais dans l'industrie québécoise ?

Ainsi l'inégale répartition des Canadiens français dans les trois ordres économique, politique et religieux, crée une stratification originale, profondément différente de la stratification de la société canadienne dans son ensemble.

*
* *

¹⁷ FAUCHER, A., LAMONTAGNE, M. « History of industrial development », in Essais sur le Québec contemporain, edited by Jean-Charles Falardeau. Québec, 1953, pp. 24, 34.

Les Canadiens français se situent donc en fait sur une double échelle de stratification, et les conduites individuelles et collectives doivent être éclairées par cette situation particulière. Contraint d'imiter les Anglais - à commencer dans le domaine du langage - attiré par la culture de masse nord-américaine, retournant dans les groupes primaires à ses propres valeurs, le Canadien français apparaît comme profondément marqué par la tradition, mais à l'orée d'une nouvelle situation dont les traits restent imprécis et indécis.

Peut-on, dans ces conditions, parler de «classe bourgeoise» ou de «classe ouvrière» au Canada français, au sens de groupements de fait portant leurs propres valeurs, se définissant par opposition mutuelle, luttant entre elles, et facteurs de conservation ou de transformation économique, politique et sociale ? La réponse à cette question supposerait la collecte de données souvent encore inexistantes, particulièrement celles qui ont trait à l'identification ou à la conscience de classe. En effet, le problème consisterait à savoir quelles sont les tendances de la bourgeoisie et du prolétariat du Canada français.

Il faut considérer au départ, que par rapport à l'histoire sociale des pays européens, on se trouve dans une situation de déphasage. D'une part, la bourgeoisie offre de nombreux traits de la société industrielle du XIX^e siècle, et d'autre part, la classe ouvrière dont la partie la plus importante s'est constituée au XX^e siècle, beaucoup plus tardivement, offre par certains côtés, les traits d'une classe ouvrière nord-américaine, très imprégnée d'une idéologie de classe moyenne, ressemblant en cela à la frange la plus privilégiée des classes ouvrières européennes.

Nous plaçant sur le terrain des pures hypothèses, on pourrait concevoir l'évolution de ces rapports de classe selon trois schémas.

Si l'une et l'autre classe, se dégageant d'un passé politique contraignant, orientent leurs forces vers l'affirmation de leurs valeurs communes, définies ethniquement, la lutte des classes eut se concentrer au niveau des structures politiques, là où l'ensemble du groupe canadien français affronte le groupe canadien anglais. Ou bien l'alliance peut se faire au niveau social, réunissant bourgeoisie canadienne contre classe ouvrière canadienne sans distinction de l'origine ethnique. Ou bien enfin, il peut se trouver que les valeurs et les intérêts économiques et politiques anglais et français soient de plus en plus soumis à l'influence des valeurs nord-américaines - comme c'est le cas par exemple du syndicalisme - définitivement diminuées ou absorbées par le pouvoir des États-Unis sur tous les plans; dans ce cas, trois situations sont concevables: opposition commune, intégration d'un des deux groupes ethniques et opposition de l'autre, ou intégration commune avec des variantes dans les modalités pour chaque groupe.

Toutefois, une dernière remarque s'impose. Le Canada est entré maintenant dans une ère industrielle caractérisée par une diminution progressive du groupe ouvrier au sens étroit, c'est-à-dire des travailleurs manuels, encore que l'émigration rurale puisse le renforcer pendant un certain temps. À l'heure de l'automation, les classes sociales en Europe et aux États-Unis voient leur configuration et les objectifs de leurs luttes se transformer. On a dit qu'on passait du régime du prolétariat ouvrier à celui du salariat généralisé. Au Canada, comme dans ces autres pays hautement industrialisés, un rôle stratégique déterminant va incomber de, plus en plus aux nouvelles couches de salariés: techniciens, employés de bureau, cadres ouvriers hautement spécialisés dont le rôle semble devoir grandir pendant une longue période. Dans cette perspective, la situation qui sera faite à ces catégories, les options qu'elles prendront, les valeurs qu'elles choisiront ou susciteront, les organisations qu'elles bâtiront vont jouer un rôle capital dans la dynamique sociale du Canada et du Canada français.

Jacques DOFNY

*Centre National
de la Recherche Scientifique.
Université de Montréal.*

et Marcel Rioux, *Université de Montréal.*

Fin du texte.